

# Cartographie des européennes en France

## Éléments pour une autre représentation des résultats électoraux de mai 2019

*par Bernard Alidières*

« Peu après 20 heures, l'Élysée a [...] salué "un score honorable" de la liste Nathalie Loiseau qui montre que "la majorité présidentielle tient bon". [...] On expliquait n'avoir "jamais vu un parti au pouvoir avoir un score aux européennes aussi haut par rapport à l'élection présidentielle". Sous cet angle, Emmanuel Macron réussit même à limiter la casse et peut même se targuer d'avoir remporté une petite victoire. » [*Le Figaro* du 27/ 5/ 2017 p. 2]

« [...] Le chef de l'État est finalement resté très proche de son étiage du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 (24%). [...] Son socle électoral résiste, même s'il ne s'élargit pas. » [*Le Monde* du 28/ 5/ 2019, p. 9]

### *Sommaire :*

- **Comment présenter et comparer les résultats électoraux?**
- **1 / Géographie des européennes en France : quel bilan en fonction des électeurs inscrits (mai 2019) ?**
- **2 / De 2014 à 2019, du vote Front national au vote Rassemblement national**
- **3 / Évolution comparée des votes «Progressistes» (LRM-MDM) et «Nationalistes» (FN-RN), 2017-2019**
- **4 a & b / Non-exprimés, La République en marche, Rassemblement national et «Gilets jaunes»**
- **Un bilan électoral moins évident qu'il n'y paraît et des perspectives politiques plus incertaines**

# Comment présenter et comparer les résultats électoraux ?

## *En fonction des suffrages exprimés...*

Il est compréhensible que la communication de l'Exécutif et de la liste de La République en marche ait cherché à minimiser son incapacité à l'emporter aux européennes en mettant en avant une présentation des résultats visant à conforter l'idée que la liste menée par N. Loiseau avait conservé « le socle de l'électorat d'E. Macron à la présidentielle ».

En revanche, il est plus surprenant que la plupart des commentateurs (journalistes, sondeurs, politistes ou démographes) puissent avoir relayé cette représentation basée uniquement sur la comparaison des suffrages exprimés aux européennes et à la présidentielle, alors même que le niveau d'abstention diffère profondément entre ces scrutins (49,9% / 22%)\*.

En effet, par comparaison aux 8 656 346 voix obtenues par Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle, on ne dénombre que 5 079 015 suffrages en faveur de la liste LRM-MDM aux européennes, soit une perte de plus de 3,5 millions de voix en deux ans. Certes, les suffrages recueillis par la liste RN sont également inférieurs aux voix obtenues par Marine Le Pen en avril 2017, mais le déficit est de moindre ampleur (2 391 552 suffrages en moins).

### *\* À propos de l'utilisation des pourcentages*

Comment peut-on considérer qu'un score de 22,4% obtenu par rapport aux 22 654 224 suffrages exprimés en mai 2019 (du fait d'une abstention de 49,9% des inscrits) serait presque équivalent aux 24% calculés sur la base des 36 049 371 suffrages exprimés en avril 2017 (l'abstention n'étant alors que de 22% des inscrits) ?

## *...Ou sur la base des électeurs inscrits*

C'est pourquoi, comme l'a exposé depuis longtemps le politiste François Goguel, pour toute comparaison entre des résultats de scrutins à des dates différentes, il faut se baser sur les scores calculés en fonction des électeurs inscrits, afin de tenir compte des différences d'abstention :

« Les pourcentages ont tous été calculés par rapport au nombre d'électeurs inscrits et non à ceux des suffrages exprimés : la proportion de ceux-ci varie parfois trop d'un scrutin à l'autre, pour que le rapprochement de cartes en pourcentages de suffrages exprimés, successivement consacrées à une même force politique, puisse être valable » [Goguel, 1986].

## *Quel type de cartographie ?*

Les planches de cartes, ci-dessous, présentent les résultats (en % des inscrits) par départements, avec un agrandissement pour Paris et les trois départements de la petite couronne (92, 93, 94). Les villes de plus de 50 000 électeurs inscrits sont, quant à elles, représentées par des figurés ponctuels hiérarchisés en fonction du nombre des électeurs inscrits.

Pour mieux comparer visuellement les scores des différentes listes, comme ceux d'une même force politique à des scrutins différents, nous avons fait le choix d'une même graduation de la valeur des couleurs correspondant aux mêmes classes en fonction des inscrits pour les départements comme pour les principales villes.

Sur chaque carte, la ligne pointillée Le Havre-Valence-Perpignan sépare la France en deux parties (occidentale et orientale). De 1984 à 2010, cela correspond schématiquement aux zones de forces du vote Front national à l'est de cette ligne et à ses zones de faiblesse à l'ouest.

### *Étiquettes politiques*

EELV = Europe Ecologie-Les Verts	LRM = La République en marche
FN = Front national	MDM = MoDem = Mouvement démocrate
GS = Génération.S (B. Hamon)	PCF = Parti communiste français
LFI = La France insoumise	PS-PP = Parti socialiste-Place publique
LR = Les Républicains	RN = Rassemblement national

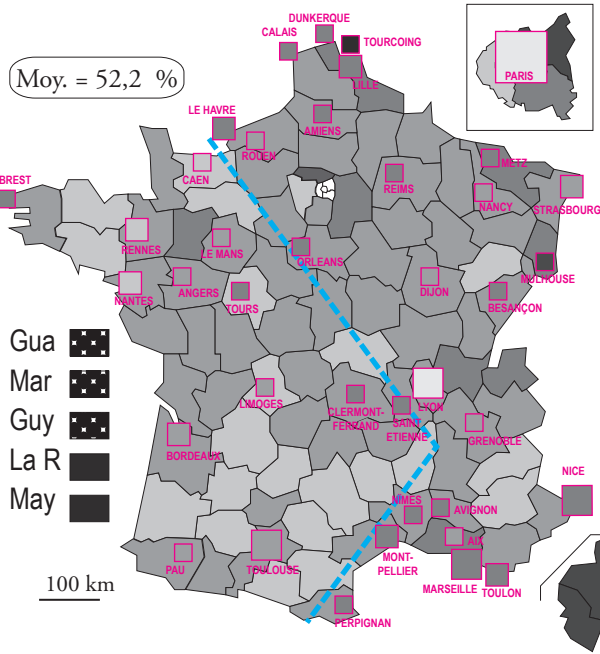
# 1 / Géographie des européennes en France : quel bilan en fonction des électeurs inscrits (mai 2019)?

Malgré une participation plus élevée que ce que les divers sondages laissaient prévoir, moins d'un électeur inscrit sur deux a exprimé un vote pour l'une des 34 listes. C'est ce que montre la carte des non-exprimés (total des abstentions, des bulletins blancs et nuls). Autrement dit, la part des citoyens ainsi cartographiée est légèrement supérieure à celle du total des votes exprimés en faveur des différentes listes, et notamment des six premières d'entre elles.

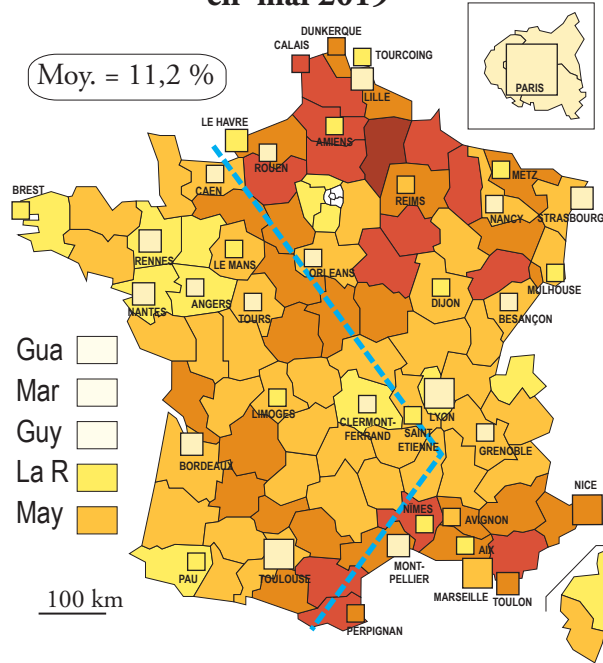
Les cartes de ces différentes tendances politiques sont basées sur les résultats en fonction des inscrits (ainsi que sur une discrétisation et une gamme de couleur identiques). Elles présentent la même hiérarchie que celle en fonction des suffrages exprimés. En revanche, cette planche offre d'emblée une représentation qui fait ressortir un certain nombre de faits géopolitiques, trop souvent minimisés, voire négligés dans les commentaires postélectorales.

# 1 / Géographie des européennes en France : quel bilan en fonction des électeurs inscrits (mai 2019) ?

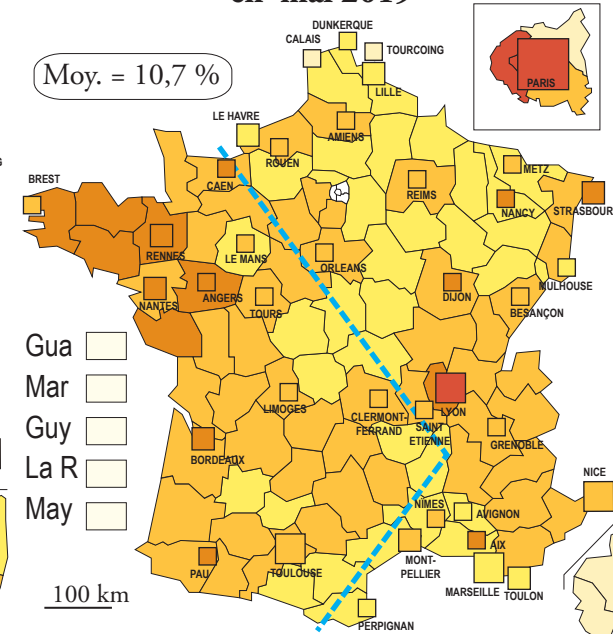
## Non-exprimés aux européennes en mai 2019



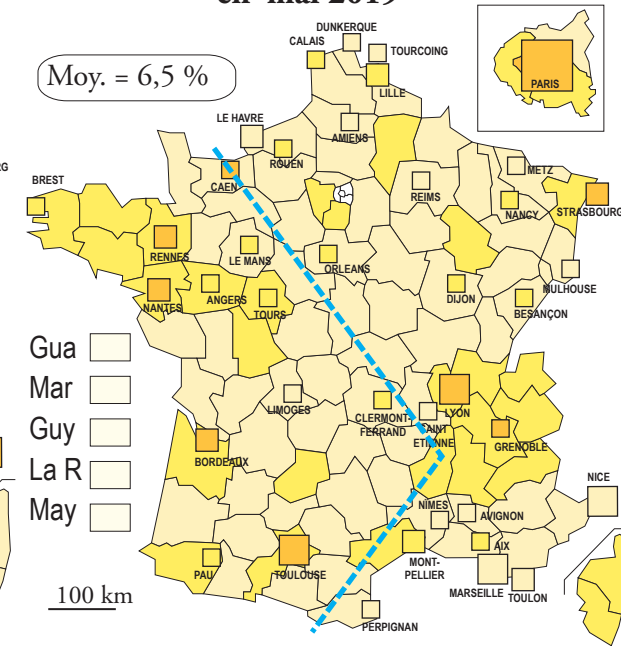
## Vote RN aux européennes en mai 2019



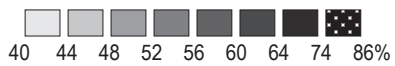
## Vote LRM-MDM aux européennes en mai 2019



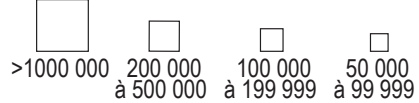
## Vote EELV aux européennes en mai 2019



### Taux de non-exprimés en % des inscrits



### Taille des villes en fonction du nombre d'inscrits



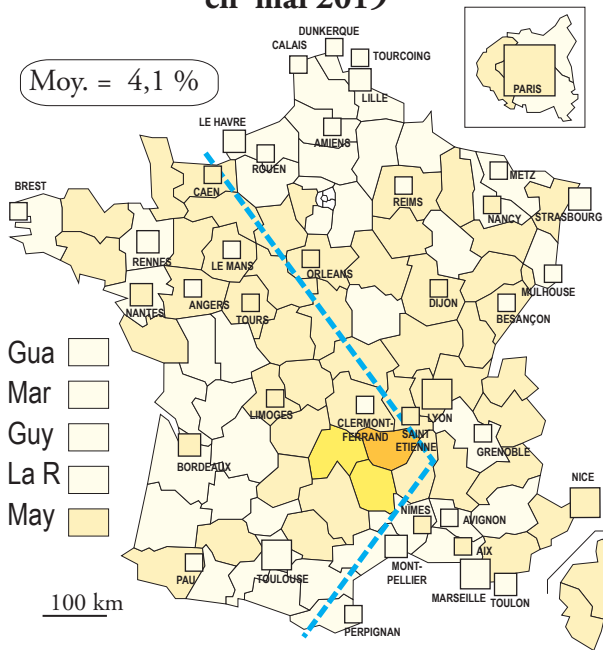
Gua = Guadeloupe   
 Mar = Martinique   
 Guy = Guyane   
 La R = La Réunion   
 May = Mayotte

### Scores en % des inscrits



Source : Ministère de l'Intérieur   
 Cartographie : B. Alidières, 2019.

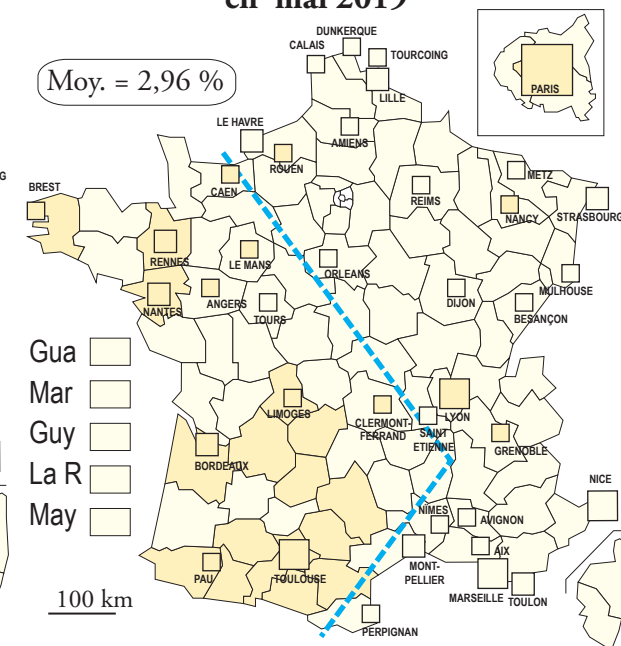
## Vote LR aux européennes en mai 2019



## Vote LFI aux européennes en mai 2019



## Vote PS-PP aux européennes en mai 2019





**La géographie des non-exprimés fait ressortir le fait que la plupart des départements se situent à un niveau proche de la moyenne nationale**, juste supérieur (de 52 à 56%), plus particulièrement dans la France du nord-est au sud-est, ou un peu inférieur (de 48 à 52%) dans la partie occidentale. Seuls quelques départements enregistrent des taux nettement plus élevés : la Seine-Saint-Denis, les deux départements corses et l'ensemble de ceux d'outre-mer.

Il faut remarquer d'emblée que seules les deux premières listes (LRM-MDM et RN) dépassent 10% des inscrits au niveau national et offrent des contrastes marqués selon les départements.

### *Les contrastes accentués du vote La République en marche-MoDem*

**La carte du vote LRM-MDM est celle qui présente les plus fortes différences, notamment de part et d'autre de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan**, puisque l'on compte 27 départements où les scores sont inférieurs à 10% des inscrits dans la partie orientale et seulement dix dans la partie occidentale. A l'opposé seuls trois départements (Paris, Hauts-de-Seine et Rhône) ont enregistré des scores supérieurs à 13% dans la France orientale contre six dans la France de l'ouest (les 4 départements bretons, ainsi que la Vendée et le Maine-et-Loire). Par ailleurs, les niveaux les plus faibles de la liste LRM-MDM sont atteints en Corse et en Seine-Saint-Denis (<7%) ainsi que dans tous les départements d'outre-mer (< 4%), ce qui est à mettre en rapport avec le très fort pourcentage de non-exprimés dans ces mêmes départements.

Dans les villes, on peut remarquer que les scores de La République en marche sont nettement supérieurs à la moyenne nationale dans les métropoles de la partie occidentale, alors qu'ils sont assez souvent nettement plus faibles dans la France du nord-est et du sud-est à l'exception surtout de Paris et Lyon (ainsi que Strasbourg, Nancy, Dijon et Aix).

**Ainsi, l'ampleur des contrastes enregistrée selon les départements et les villes d'importance montre que la liste Loiseau-Macron n'a pas vraiment conservé son socle électoral.**

### *L'atténuation des contrastes du vote Rassemblement national*

Pour sa part, si **le RN** obtient ses meilleurs scores (> 16% des inscrits) dans 14 départements à l'est de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan, c'est également dans cette partie qu'il enregistre ses plus faibles résultats (< 7%) à Paris et dans les trois départements de la petite couronne. Cependant, cette carte établie sur la base des inscrits montre un autre fait important : il n'y a que sept départements de la France de l'ouest et du sud-ouest où le RN conserve un niveau inférieur à 10%. Même en Bretagne, la liste RN dépasse 10% des inscrits dans le Morbihan et dans les Côtes-d'Armor. **Cela montre qu'une moindre abstention dans la partie occidentale a pu profiter à la liste Bardella-Le Pen.**

Par ailleurs la liste RN est la seule à atteindre un niveau supérieur à 7% des inscrits dans deux départements d'outre-mer (La Réunion et Mayotte).

**En revanche, les scores obtenus par le RN dans les villes importantes sont presque toujours inférieurs à sa moyenne nationale ainsi qu'à son niveau départemental.** Cependant dans quelques cas (Calais et Dunkerque au nord ainsi que Nice, Toulon et Perpignan au sud), le RN l'emporte très nettement sur la liste Loiseau-Macron en ayant attiré notamment des électeurs qui avaient voté à droite en 2017.

### *Les cartes de toutes les autres listes ne font ressortir aucune zone de force*

Même la **liste EELV**, arrivée en troisième position (avec 6,5% des inscrits), n'a enregistré de score supérieur à 10% des inscrits que dans un seul département : Paris. Dans plus des deux tiers des départements, les scores atteints par EELV sont compris entre 4 et 7% des inscrits. Par contre, **la liste EELV obtient des scores supérieurs à 10% des inscrits dans huit grandes villes, en plus de Paris ; en deuxième position dans ces villes, la liste Jadot a donc constitué un concurrent sérieux à la liste de La République en Marche.**

Pour la **liste LR**, **seul le département de la Haute-Loire (« fief » de L. Wauquier) enregistre un score tout juste supérieur à 10% des inscrits.** De plus, dans aucune ville, le score de la liste Bellamy ne dépasse 7% des inscrits. Ainsi, parmi les électeurs ayant soutenu Fillon en 2017 et qui n'ont pas voté pour la liste LR, certains ont préféré la liste Loiseau-Macron, d'autres sont venus renforcer le vote RN et d'autres encore ont choisi de ne pas se mobiliser en s'abstenant.

**Les cartes des listes LFI et PS-PP** offrent une même image globalement très pâle correspondant à des scores inférieurs à 4% des inscrits dans plus des trois quarts des départements. Contrairement à la cartographie proposée dans les médias [par exemple *Le Monde* du 28/ 5/ 2019, p.24], ces cartes réalisées en fonction des électeurs inscrits (avec la même discrétisation que pour les cartes des autres listes) ne laissent apparaître **aucune zone de force, même résiduelle, pour ces deux tendances politiques.** Il en va de même pour ce qui est des scores obtenus dans les villes. Outre la concurrence d'EELV, l'éparpillement des votes entre quatre listes de gauche (LFI, PS-PP, ainsi que GS et PCF, avec respectivement 1,6% et 1,2% des inscrits) a débouché sur la **quasi disparition des derniers foyers de gauche.**

Au vu des résultats sur la base des seuls suffrages exprimés, la plupart des médias mais également des spécialistes de la vie politique ont conclu, sans doute hâtivement, au renforcement du duopole Macron / Le Pen, « à eux deux ils représentent désormais quasiment 50% de l'électorat » [*Le Monde* du 29/ 5/ 2019, p.6]. Or, en réalité, **les deux premières listes n'ont attiré qu'à peine plus d'un électeur inscrit sur cinq au total, tandis que plus de la moitié du corps électoral n'exprimait aucun vote.**

## 2 / De 2014 à 2019, du vote Front national au vote Rassemblement national

Afin de relativiser le succès de la liste Bardella-Le Pen, ses adversaires de La République en Marche, mais également de nombreux commentateurs, ont mis en avant le fait que son score de 23,7% des voix en mai 2019 ne correspondait à aucune progression, voire était en recul par rapport à celui du FN aux européennes de 2014 (24,8%).

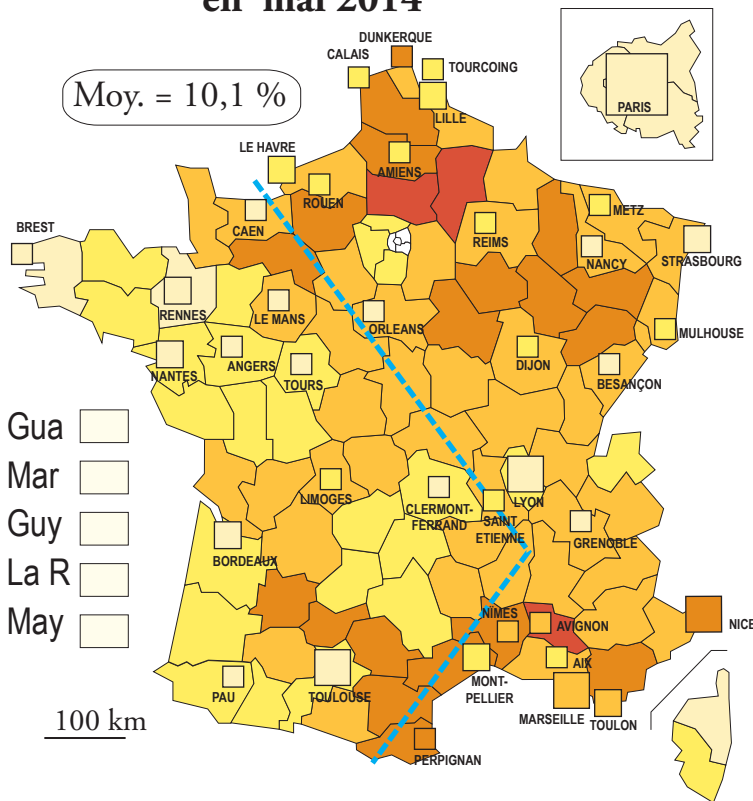
Or, comparer des résultats en fonction des suffrages exprimés à cinq ans d'intervalle, alors que la participation n'est pas de même niveau (le différentiel des non-exprimés est de 7,1 points en fonction des inscrits), conduit à une présentation erronée de l'évolution du vote RN.

En se basant sur les scores calculés par rapport aux électeurs inscrits à chacun des deux scrutins, on peut s'apercevoir que la liste RN a en fait progressé de 1,1 point, correspondant tout de même à un gain de 569 115 suffrages. Il est vrai que, comme le résume fort bien le politiste Jean-Yves Camus :

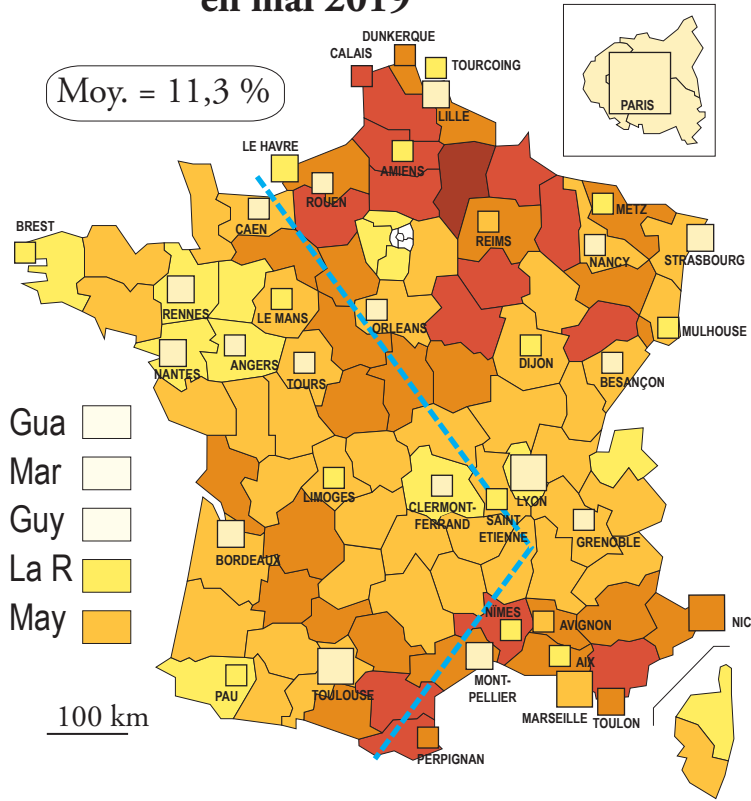
*« La veille de l'élection, on s'alarme ; le soir de l'élection on se rassure ; le lendemain on oublie jusqu'à la prochaine élection... Et on recommence à la suivante » [Le Monde du 28/ 5/ 2019 p. 12]*

# 2 / De 2014 à 2019, du vote Front national au vote Rassemblement national

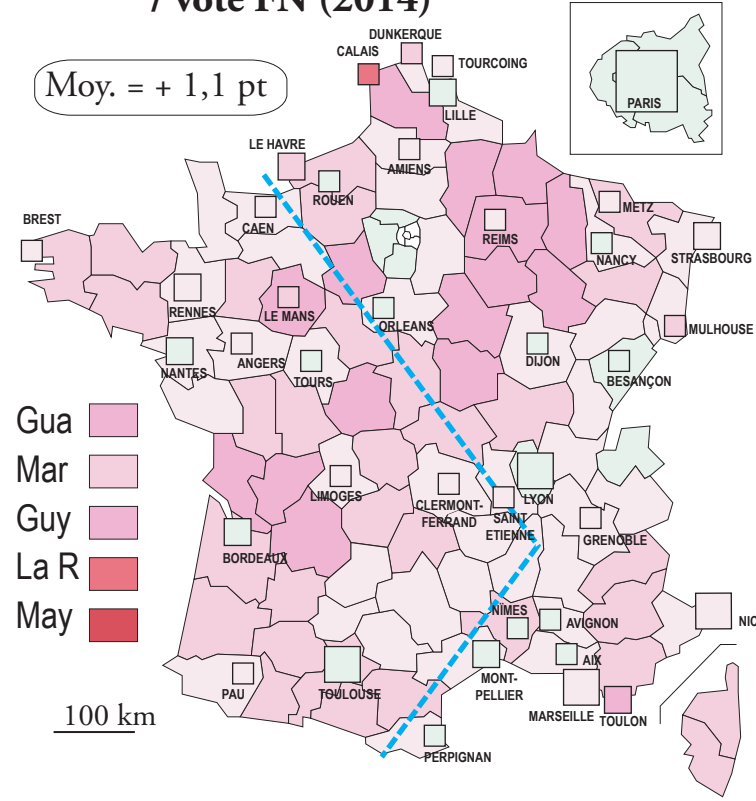
**Vote FN aux européennes en mai 2014**



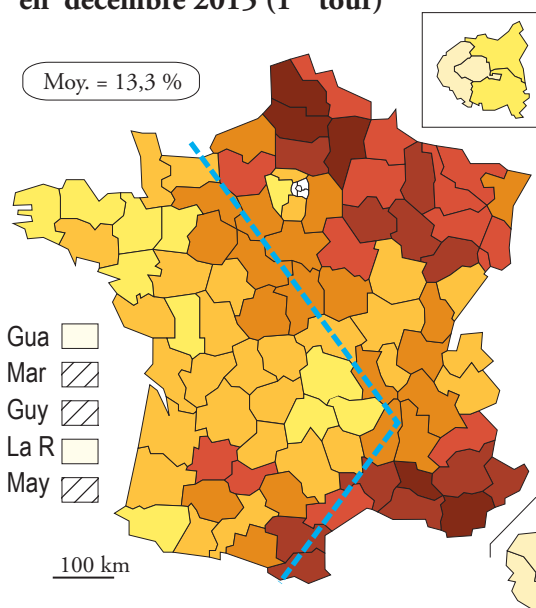
**Vote RN aux européennes en mai 2019**



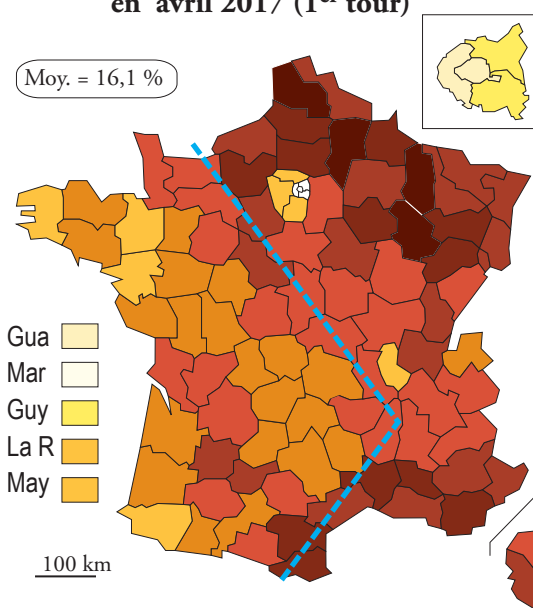
**Evolution vote RN (2019) / vote FN (2014)**



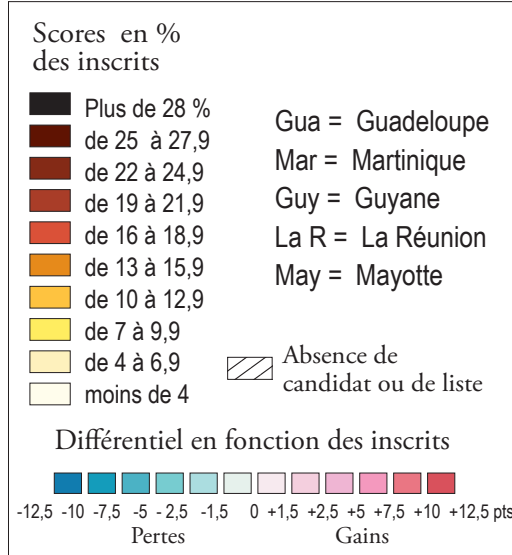
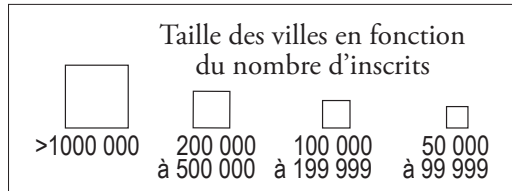
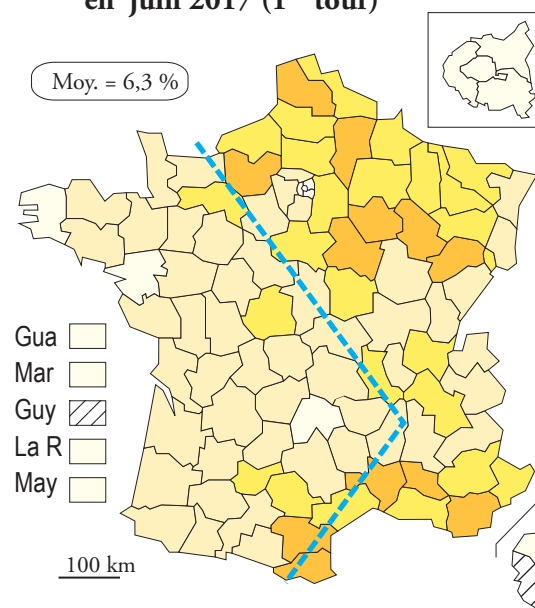
**Vote FN aux régionales en décembre 2015 (1<sup>er</sup> tour)**



**Vote M. Le Pen à la présidentielle en avril 2017 (1<sup>er</sup> tour)**



**Vote FN aux législatives en juin 2017 (1<sup>er</sup> tour)**



### *De 2014 à 2019, une progression réelle du RN, mais inégale selon les départements*

La comparaison des cartes (sur la base des inscrits et d'une même discrétisation) permet de fortement **nuancer la représentation d'un simple maintien de la géographie du vote frontiste depuis 1984**, opposant schématiquement deux France de part et d'autre de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan. Si le nombre de départements où la liste RN obtient des scores élevés (> 16 % des inscrits) passe de trois en 2014 à quatorze en 2019 dans la partie orientale venant ainsi renforcer ses « bastions », il faut observer, à l'inverse, que l'on ne compte plus que sept départements de la France de l'ouest et du sud-ouest où les scores du RN restent assez faibles (< 10% des inscrits), alors qu'il y en avait vingt et un dans ce cas en 2014.

La carte du différentiel des scores entre ces deux dates met au jour le fait que la progression du vote RN, assez limitée en moyenne nationale, correspond à des différences non négligeables selon les départements des deux France. D'une part, **c'est uniquement dans la partie orientale que l'on trouve les dix départements où le vote RN a enregistré un léger recul** par rapport au vote frontiste de 2014 : c'est le cas de six départements d'Île-de-France, dont la Seine-Saint-Denis, contrairement à ce qui a pu être affirmé [*Le Monde* du 29/5/ 2019 p.6] .

D'autre part, **l'ensemble des départements de la France de l'ouest et du sud-ouest ont enregistré une progression des scores de la liste RN** en 2019 par rapport à celle du FN en 2014. Il faut également remarquer la progression réalisée dans tous les départements d'outre-mer depuis 2014, particulièrement forte à la Réunion et à Mayotte.

En ce qui concerne les villes (de plus de 50 000 inscrits), le bilan de la liste RN fait apparaître un léger recul dans 17 d'entre elles (situées à l'est comme à l'ouest), notamment à Paris et dans plusieurs grandes métropoles. Mais, **dans 22 autres villes, le RN progresse, et même fortement à Calais** (+ 8,1 points / inscrits) ; ce qui, dans cette ville, vient confirmer le changement géopolitique durable que l'on a pu observer à la suite de «l'aggravation sans précédent de la crise migratoire» [Fourquet, Manternach, 2017 p. 15-25 ; Alidières, 2018, p.101-105]

### *Dans l'intervalle des deux élections européennes (2014-2019), prendre en compte les fortes fluctuations du vote FN-Le Pen selon les scrutins*

Les trois cartes des votes FN-Le Pen (au premier tour des régionales de 2015, de la présidentielle et des législatives de 2017) sont là pour permettre de mieux évaluer les **fortes variations des résultats obtenus entre 2014 et 2019**. Dans le prolongement des européennes de 2014, le FN a connu une **nette progression aux régionales de décembre 2015, puis à la présidentielle d'avril 2017**. Il renforce son enracinement à l'est de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan : ses scores dépassaient 16% des inscrits dans seulement trois départements en 2014, alors que c'était le cas dans plus de 90% des départements de cette partie à la présidentielle. Mais le parti de Marine Le Pen progresse également dans la France de l'ouest et du sud-ouest puisque le nombre de départements où ses scores restent faibles (< 10% des inscrits) diminue passant de 21 en 2014 à 9 en 2015 et n'en avoir aucun en avril 2017 ; simultanément, dans cette même partie occidentale, des scores supérieurs à 16% sont enregistrés en 2015 dans deux départements puis dans 19 à la présidentielle.

Entre le premier tour de la présidentielle et les européennes de 2019, il n'y a pas seulement eu la victoire d'E. Macron au second tour en mai 2017, mais également **l'échec subi par le FN dès le premier tour des législatives de juin 2017 où il n'a pu atteindre que 6,3% des inscrits**. Comme le montre la carte du vote frontiste à ces législatives, le niveau des scores est inférieur à 10% des inscrits dans tous les départements et toutes les villes de l'ouest et du sud-ouest. Par ailleurs, on ne compte guère que douze départements et seulement deux villes (Calais et Dunkerque) de la partie orientale où le niveau du vote FN dépasse tout juste les 10%.

**Cette représentation du profond recul du vote frontiste aux législatives doit nécessairement être prise en compte pour toute comparaison des résultats obtenus aux européennes de 2019 par rapport à ceux de 2017.**



# 3 / Evolution comparée des votes «Progressistes»(LRM-MDM) et «Nationalistes»(FN-RN), 2017-2019

## *La nécessaire prise en compte des législatives de juin 2017*

Pour comparer l'évolution depuis 2017 des votes «Progressistes» et «Nationalistes» (selon l'expression d'E. Macron), on a privilégié les résultats obtenus au premier tour des élections législatives par la majorité présidentielle (LRM-MDM) et par le FN-RN.

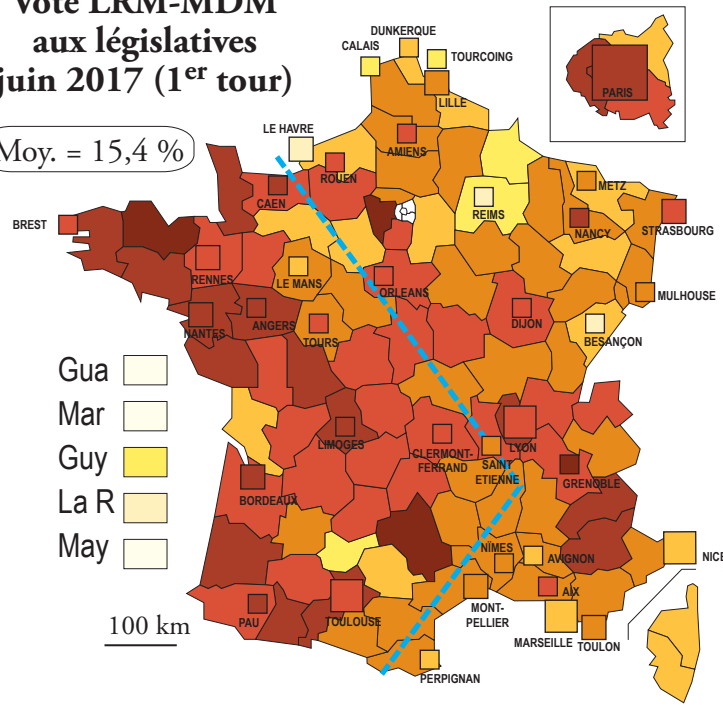
D'une part, le niveau d'abstention (et de non-exprimés) aux législatives de juin 2017 est proche de celui des européennes de mai 2019 (environ un électeur sur deux s'est abstenu) alors que ce n'est absolument pas le cas à la présidentielle.

D'autre part, ce n'est qu'aux législatives que l'impact électoral de la prestation ratée de Marine Le Pen lors du débat télévisé de l'entre-deux-tours a pleinement été enregistré, le score national du FN ne dépassant pas 3 millions de voix (soit 6,3% des inscrits) [Alidières 2018, p. 90-98].

# 3 / Evolution comparée des votes «Progressistes» (LRM-MDM) et «Nationalistes» (FN-RN), 2017-2019

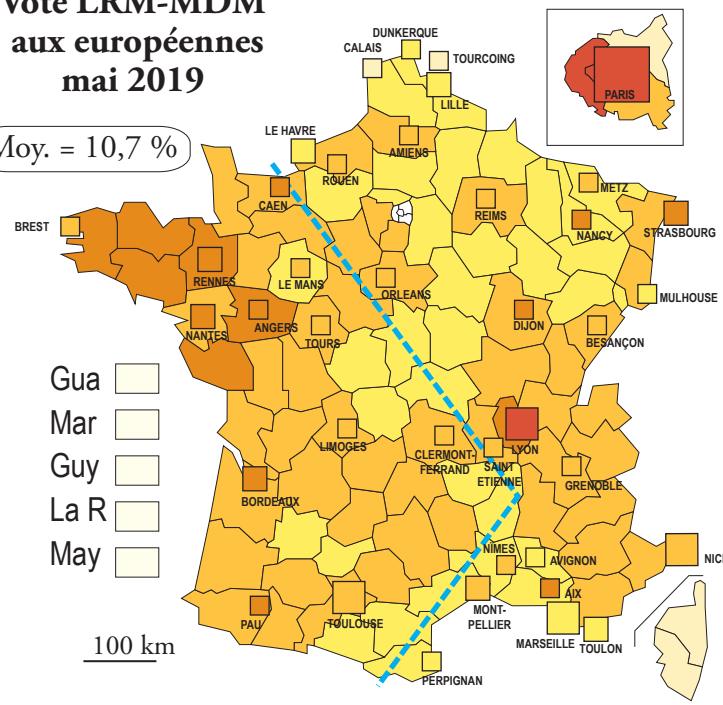
**Vote LRM-MDM  
aux législatives  
juin 2017 (1<sup>er</sup> tour)**

Moy. = 15,4 %



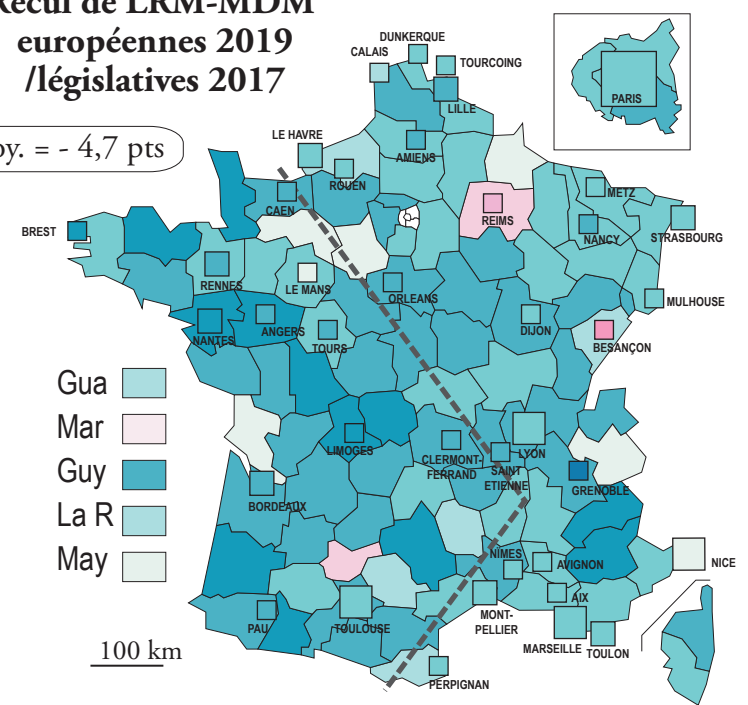
**Vote LRM-MDM  
aux européennes  
mai 2019**

Moy. = 10,7 %



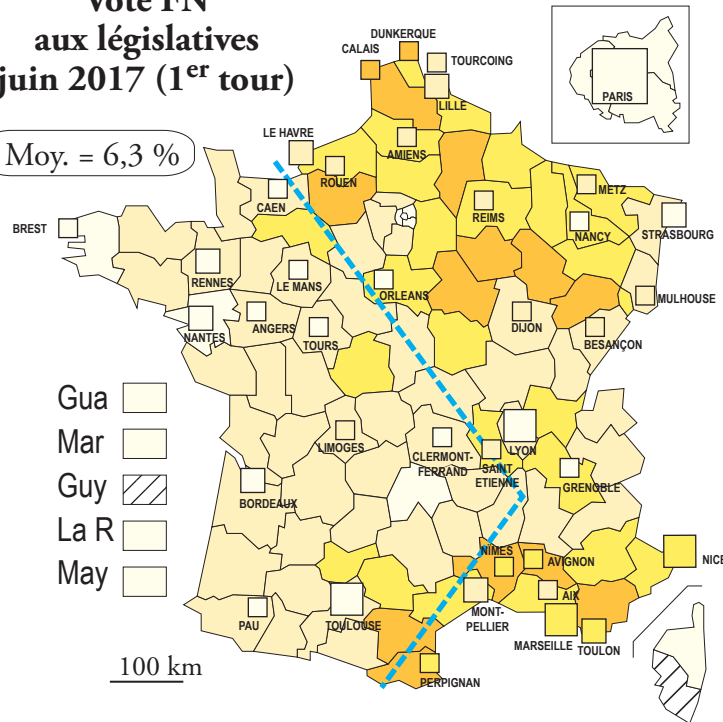
**Recul de LRM-MDM  
européennes 2019  
/législatives 2017**

Moy. = - 4,7 pts



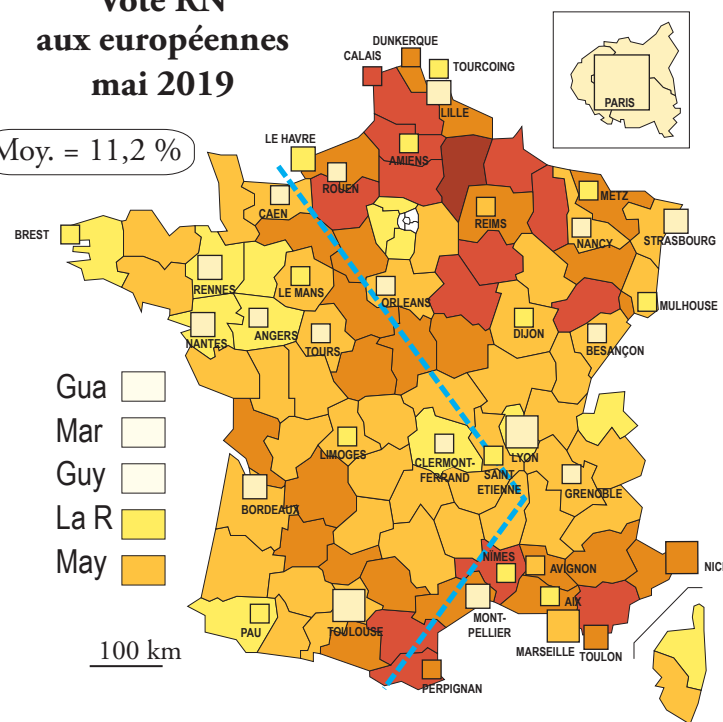
**Vote FN  
aux législatives  
juin 2017 (1<sup>er</sup> tour)**

Moy. = 6,3 %



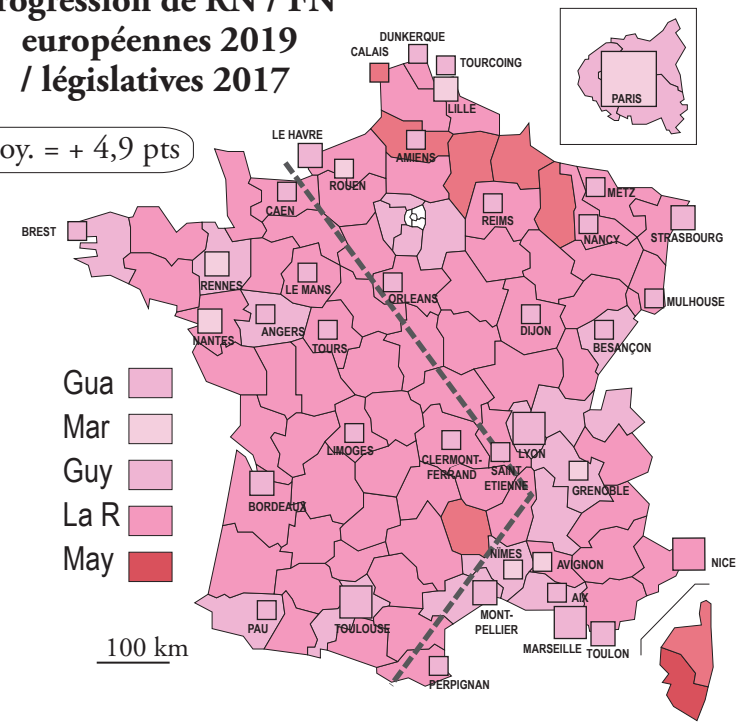
**Vote RN  
aux européennes  
mai 2019**

Moy. = 11,2 %



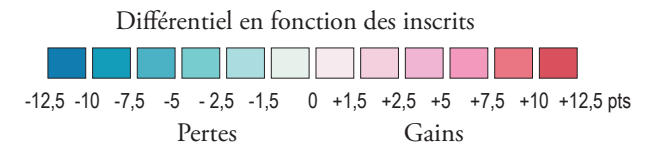
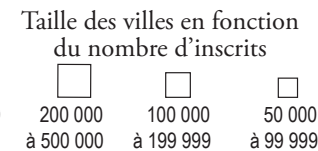
**Progression de RN / FN  
européennes 2019  
/ législatives 2017**

Moy. = + 4,9 pts



Source : Ministère de l'Intérieur. Cartographie : B. Alidières, 2019.

Gua = Guadeloupe  
Mar = Martinique  
Guy = Guyane  
La R = La Réunion  
May = Mayotte



### *Un net recul de la majorité présidentielle depuis juin 2017*

D'un point de vue global, loin d'avoir conservé son « socle électoral » de 2017, la liste LRM-MDM enregistre un net recul de 2 244 481 voix, soit 4,7 points en fonction des inscrits. Au contraire, la liste du RN attire 2 296 485 suffrages de plus que le FN en juin 2017, soit un gain de 4,9 points par rapport aux inscrits.

**La carte de l'évolution de la majorité présidentielle (LRM-MDM) met au jour le fait que presque tous les départements enregistrent une régression de ses scores** (à l'exception de la Marne, du Tarn-et-Garonne et de la Martinique). De même, les résultats de la liste menée par N. Loiseau sont en baisse dans la plupart des grandes villes. **Les pertes supérieures à la moyenne dans 16 grandes villes** sont à mettre en relation avec les bons résultats obtenus par EELV dans ces mêmes lieux (comme à Rennes, Nantes, Limoges ou Grenoble) [voir planche n° 1].

Mais il faut particulièrement observer le fait que le recul est sensiblement plus marqué dans la France de l'ouest et du sud-ouest : 29 départements de cette partie occidentale subissent une régression plus ample que la moyenne nationale contre 22 dans le même cas pour la partie orientale. **Ainsi, c'est dans des départements qui constituaient les zones de force du vote Macron-LRM-MDM en 2017 qu'une part notable de ces électeurs (plus de 5% des inscrits) a fait défection aux européennes en 2019.**

### *Une progression sensible du vote RN sur l'ensemble du territoire*

La carte de la variation du vote RN (aux européennes de 2019 par rapport au vote FN aux législatives de 2017) fait ressortir le fait que **la progression des scores affecte tous les départements (y compris ceux d'outre-mer) et toutes les villes** (même si les gains y sont de moindre ampleur, sauf à Calais et Nice).

**Cette hausse des scores du RN est égale ou supérieure à la moyenne nationale dans la plupart des départements de la France de l'ouest et du sud-ouest** (sauf cinq). Mais les gains sont un peu plus contrastés dans la partie orientale puisque que l'on compte 16 départements où l'essor du vote RN reste inférieur à la moyenne (notamment en Île-de-France et dans la vallée du Rhône).

Si l'on prend en compte les données du Ministère de l'Intérieur sur la base des circonscriptions législatives, on s'aperçoit que la liste menée par N. Loiseau (LRM-MDM) n'atteint ou dépasse 12,5% des inscrits (seuil de qualification automatique pour le second tour aux législatives) que dans 133 circonscriptions, alors que la liste conduite par J. Bardella (RN) y parvient dans 216 circonscriptions (en juin 2017, les candidats FN n'avaient atteint ce seuil que dans 14 circonscriptions et étaient placés en deuxième position dans 106 autres). Bien évidemment, les conditions du scrutin européen (à un seul tour et à la proportionnelle, à mi-mandat présidentiel) ne sont pas assimilables à celle des législatives (majoritaire à deux tours, juste après la présidentielle) ; pour autant ce net changement du rapport des forces électorales est bien la confirmation de l'érosion de l'électorat macroniste après deux ans de gouvernance.

Contrairement à la représentation d'une majorité présidentielle qui aurait « sauvé l'essentiel » et conservé son socle électoral de 2017 et d'un RN qui « stagne » par rapport à 2017 et dont le « score est inférieur à celui d'il y a cinq ans » [*Le Monde* du 28/5/ 2019, p. 10, 12], la prise en compte des résultats en fonction des inscrits fait ressortir **un bilan à mi-mandat sensiblement moins favorable pour la République en marche**, compte tenu de son net recul. Mais, ces cartes montrent également une **reprise du processus de « nationalisation » du vote RN-FN**, amorcé dès 2012 et simplement interrompu de façon provisoire en juin 2017 [Alidières, 2014, 2018].

# **4 a & b / Non-exprimés, La République en marche, Rassemblement national et « Gilets jaunes »**

Révélatrice des fractures françaises et notamment de l'opposition Métropoles / France périphérique [Guilluy, 2015], la longue crise des « gilets jaunes » est un aspect important du contexte de ces élections européennes en France. C'est pour cela que, sur les deux planches de cartes suivantes, nous avons confronté les cartes des législatives de juin 2017 puis celles des européennes de mai 2019 avec la carte du mouvement des «gilets jaunes» établie juste après le 17 novembre 2018 [Fourquet, Manternach, 2018 p. 11].

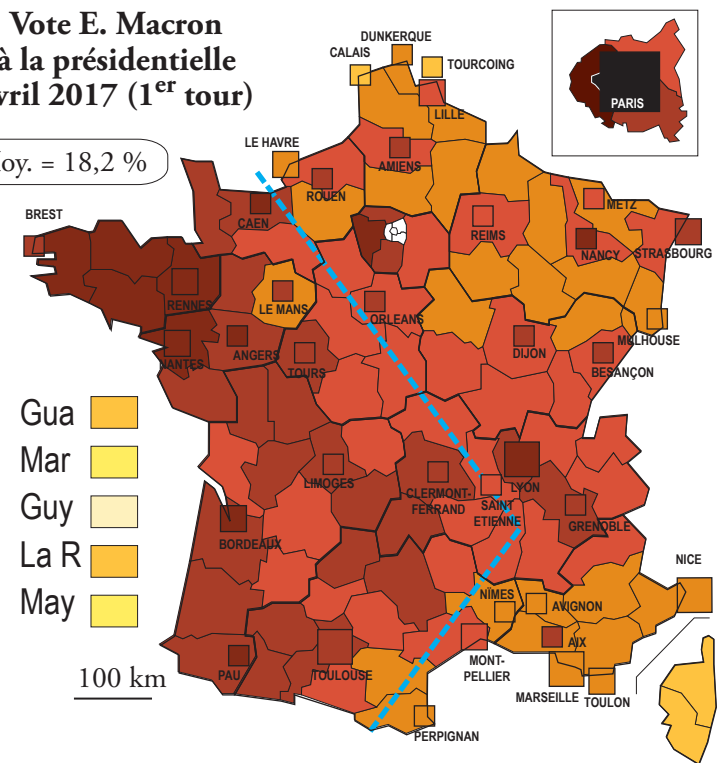
Sans vouloir, ici, proposer une analyse des six mois de manifestations qui ont suivi ce premier «acte», il s'agit de tenter d'évaluer l'impact électoral de cette crise en tenant compte des contrastes selon les régions, départements et villes.



# 4a / La République en marche, Rassemblement national, Non-exprimés et « Gilets jaunes » (2017-2018)

**Vote E. Macron à la présidentielle avril 2017 (1<sup>er</sup> tour)**

Moy. = 18,2 %

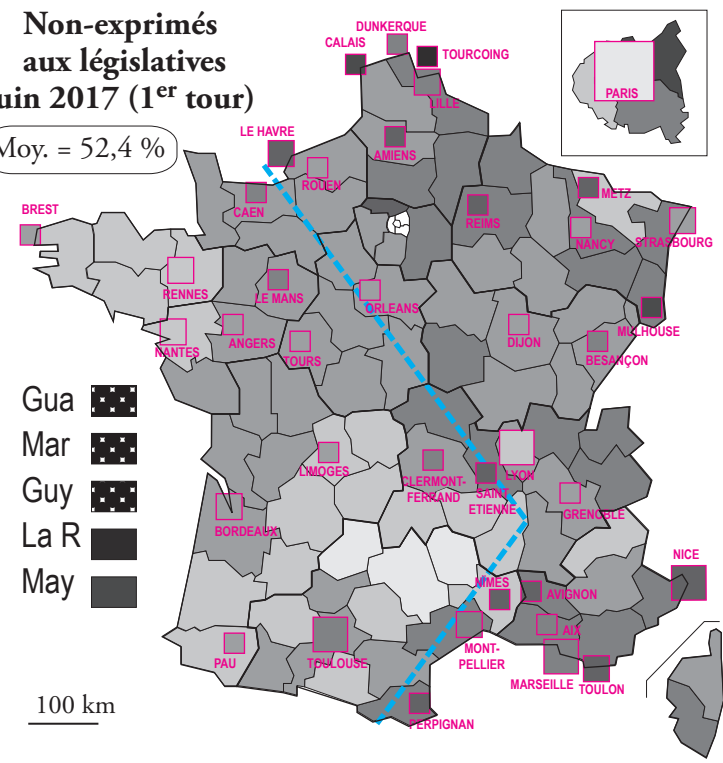


- Gua
- Mar
- Guy
- La R
- May

100 km

**Non-exprimés aux législatives juin 2017 (1<sup>er</sup> tour)**

Moy. = 52,4 %

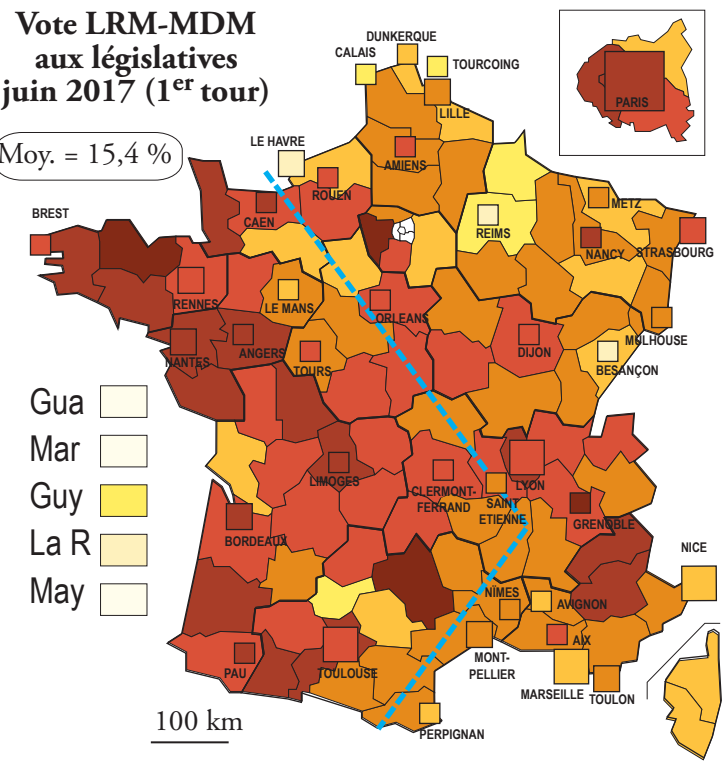


- Gua
- Mar
- Guy
- La R
- May

100 km

**Vote LRM-MDM aux législatives juin 2017 (1<sup>er</sup> tour)**

Moy. = 15,4 %

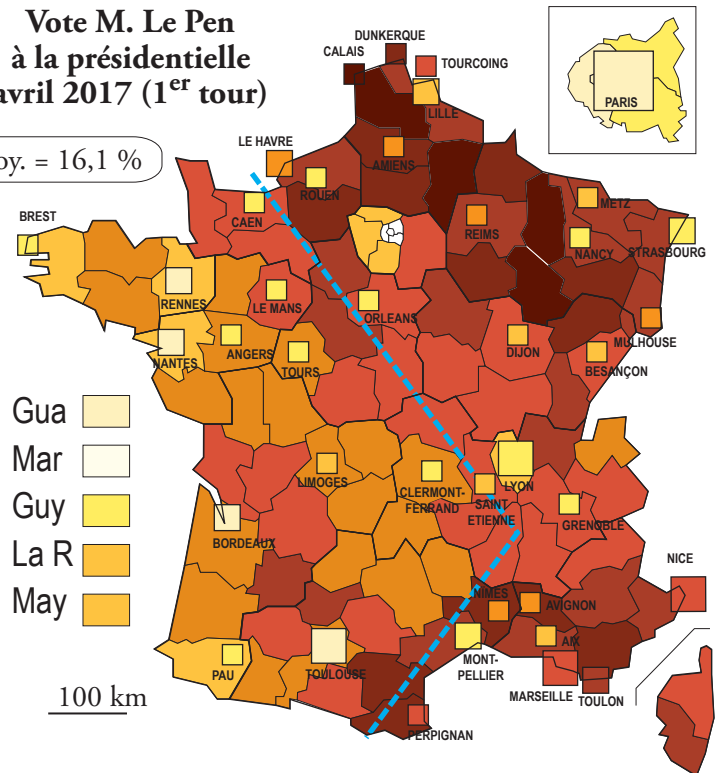


- Gua
- Mar
- Guy
- La R
- May

100 km

**Vote M. Le Pen à la présidentielle avril 2017 (1<sup>er</sup> tour)**

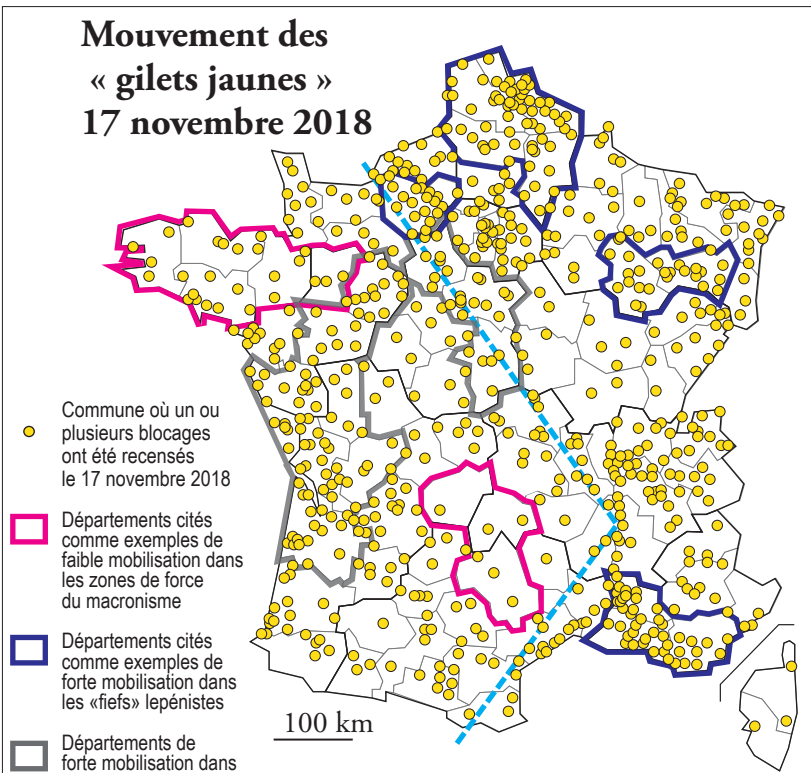
Moy. = 16,1 %



- Gua
- Mar
- Guy
- La R
- May

100 km

**Mouvement des « gilets jaunes » 17 novembre 2018**

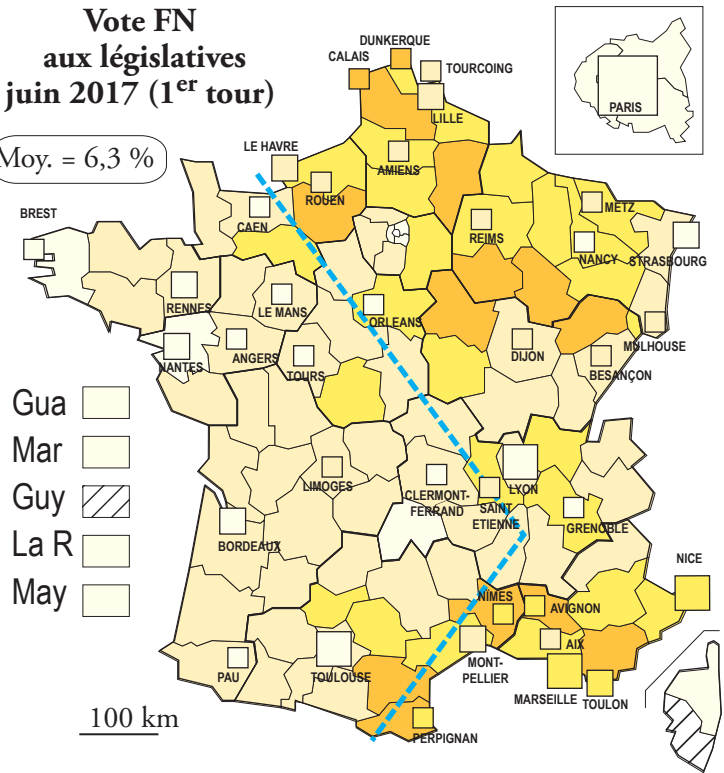


- Commune où un ou plusieurs blocages ont été recensés le 17 novembre 2018
- Départements cités comme exemples de faible mobilisation dans les zones de force du macronisme
- Départements cités comme exemples de forte mobilisation dans les « fiefs » lepénistes
- Départements de forte mobilisation dans une zone d'abstention (> moyenne en juin 2017) de la France de l'ouest et du sud-ouest

100 km

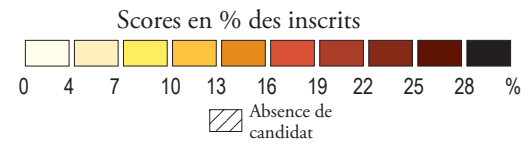
**Vote FN aux législatives juin 2017 (1<sup>er</sup> tour)**

Moy. = 6,3 %



- Gua
- Mar
- Guy
- La R
- May

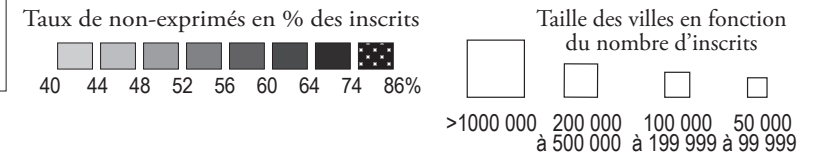
100 km



Gua = Guadeloupe  
 Mar = Martinique  
 Guy = Guyane  
 La R = La Réunion  
 May = Mayotte

Source : J. Fourquet & S. Manternach, « Une mobilisation qui a pris une tonalité anti-Macron », in *Le Figaro* 19 / 11 / 2018, p. 6.

Source : Ministère de l'Intérieur ; Cartographie : B. Alidières, 2019.



### *«Une mobilisation qui a pris une tonalité anti-Macron»*

Après avoir explicité «les ressorts sociaux du mouvement des "gilets jaunes" [...] dans la France de l'étalement urbain et de la ruralité» (dépendance à la voiture, clivages de classe), Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach ont exposé «la dimension politique du mouvement». Confrontant la carte des blocages du 17 novembre aux cartes des scores d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2017, ces deux chercheurs ont insisté sur le fait que «l'on observe **une faible densité de points d'action dans les départements ayant fortement voté Macron** [...] par exemple en Aveyron, dans le Cantal et la Corrèze [ainsi que dans] la Mayenne et la Bretagne».

De plus, leur analyse a mis au jour le fait que, «à l'inverse, on note **une mobilisation particulièrement importante dans certains bastions frontistes**» en précisant que c'est le cas plus particulièrement dans le sud (Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Var) dans l'est intérieur (Vosges, Haute-Marne) ainsi que dans le nord (Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Eure). Et ils ajoutent que cela «confirme le fort soutien des sympathisants du Rassemblement national aux "gilets jaunes" dans les sondages » [Fourquet, Manternach, 2018, p.11-14].

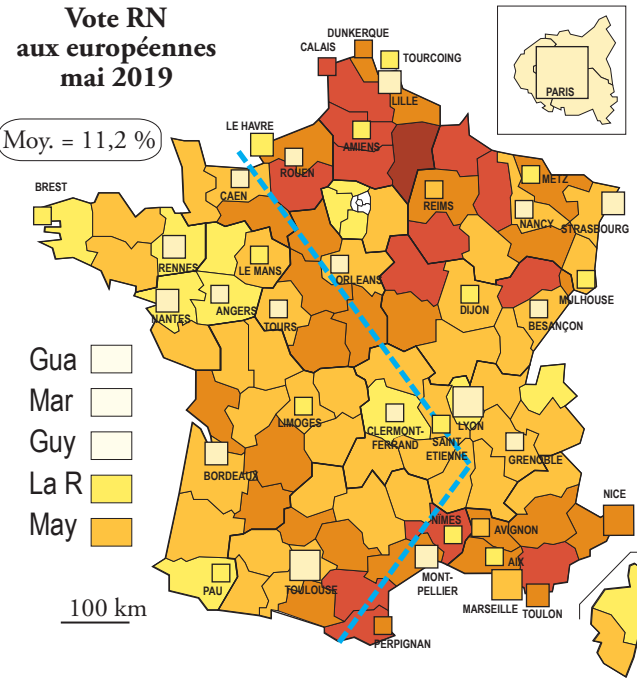
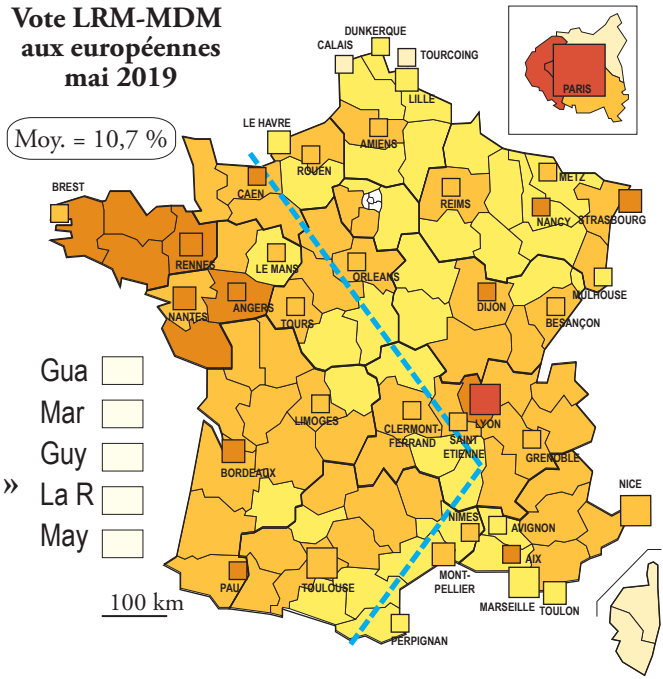
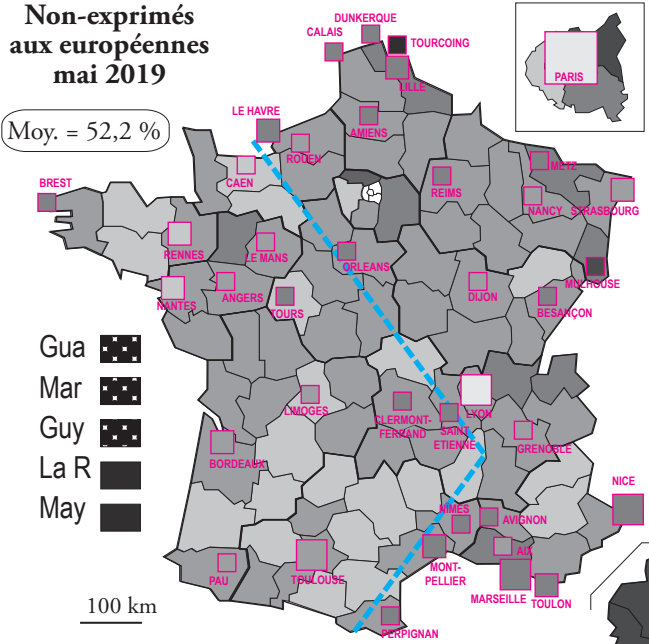
### *Des Non-exprimés aux « gilets jaunes »*

On retrouve en partie la même corrélation avec les cartes des législatives de juin 2017, plus particulièrement à l'est de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan. En revanche, dans la France du centre-ouest et du sud-ouest (notamment autour de la métropole bordelaise), on peut observer de fortes concentrations de points de blocages alors même que, dans ces départements, le vote FN était particulièrement faible et celui de La République en marche souvent élevé en juin 2017.

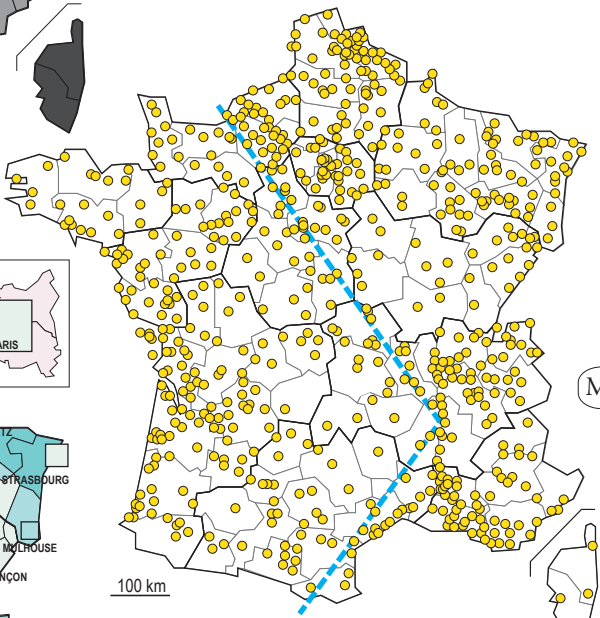
Or, en complément des analyses de J. Fourquet et S. Manternach, il faut noter que **des départements ayant enregistré un grand nombre de blocages étaient également caractérisés par un niveau supérieur à la moyenne des non-exprimés à ces législatives**, non seulement dans la France du nord-est et du sud-est, mais également dans la partie occidentale. C'est le cas de départements du Centre-Val de Loire, des Pays de la Loire (sauf la Loire-Atlantique), de l'ancien Poitou-Charentes, ainsi que la Gironde.

Ce qui vient confirmer le fait, relevé dans plusieurs enquêtes, qu'**une partie non négligeable des « gilets jaunes » et de leur sympathisants sont des abstentionnistes, au moins intermittents.**

# 4b / « Gilets jaunes », Non-exprimés, La République en marche et Rassemblement national (2018-2019)

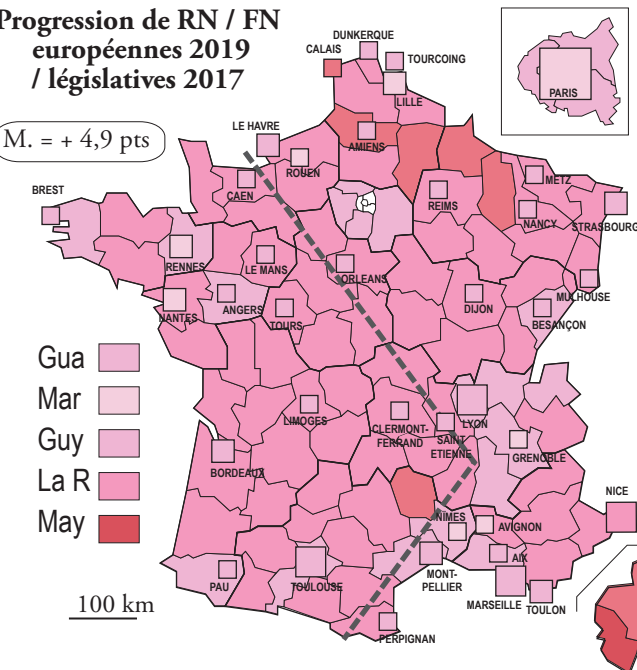
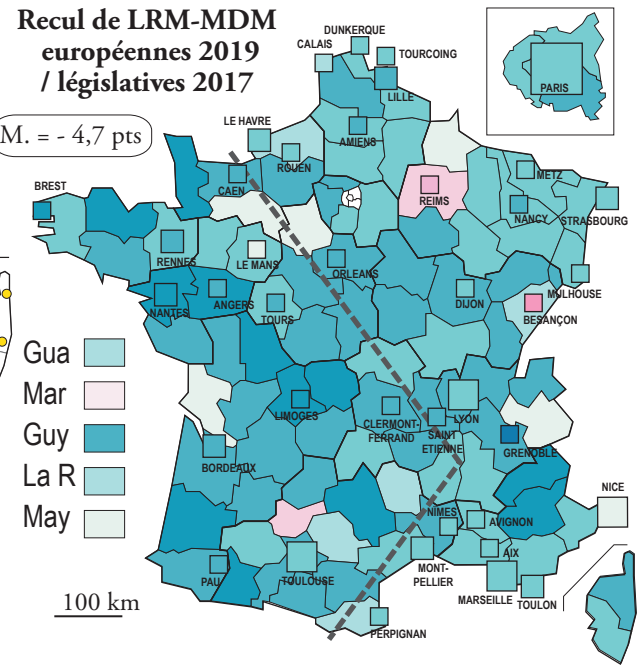
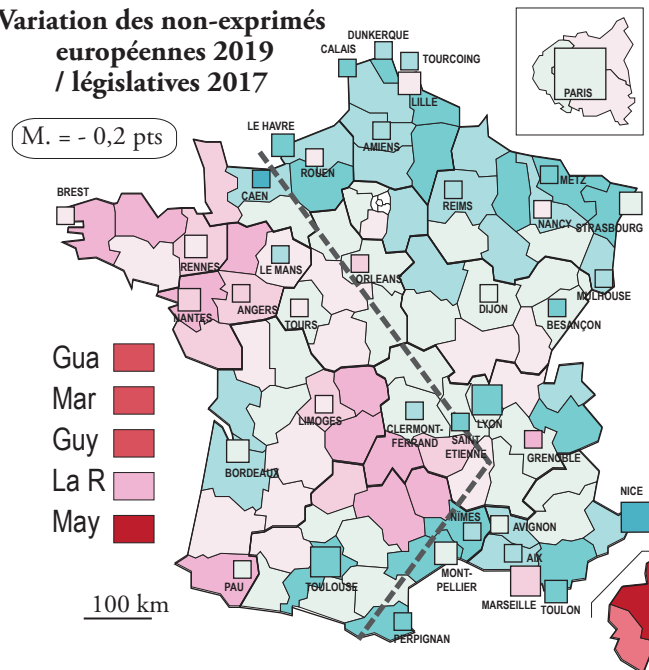


## Mouvement des « gilets jaunes » le 17 novembre 2018



● Commune où un ou plusieurs blocages ont été recensés le 17 novembre 2018

Source : J. Fourquet & S. Manternach, « Une mobilisation qui a pris une tonalité anti-Macron », in *Le Figaro* 19 / 11 / 2018, p. 6.



<p>Taux de non-exprimés en % des inscrits</p>	<p>Scores en % des inscrits</p>	<p>Absence de candidat</p>	<p>Différentiel en fonction des inscrits</p>	<p>Taille des villes en fonction du nombre d'inscrits</p>	<p>Gua = Guadeloupe              Mar = Martinique              Guy = Guyane              La R = La Réunion              May = Mayotte</p>
---	---------------------------------	----------------------------	--	---	---

Source : Ministère de l'Intérieur. Cartographie : B. Alidières, 2019.



### *Une variation contrastée des «non-exprimés» de juin 2017 à mai 2019*

Au niveau national, la part des non-exprimés (total des abstentions, des bulletins blancs et nuls) n'a pratiquement pas varié en mai 2019 par rapport à juin 2017.

En revanche, il n'en va pas de même selon les départements. **Dans la France de l'ouest et du sud-ouest, les départements ont enregistré en majorité une hausse des non-exprimés** (c'est le cas pour 24 d'entre eux), alors que dans la partie orientale le refus d'exprimer un vote est en recul dans la plupart des départements (sauf huit).

Ce contraste géographique dans la mobilisation de l'électorat n'est pas sans rapport avec l'impact des six mois de crise des « gilets jaunes ».

### *L'évolution de la participation n'a pas bénéficié à La République en marche*

D'une part, la comparaison de cette carte avec celle de l'évolution du vote LRM-MDM permet de mettre au jour **une nette correspondance entre les zones de hausse des non-exprimés et celles de recul (souvent supérieur à la moyenne) du vote pour la liste macroniste**, plus particulièrement dans les départements du grand ouest et du massif central. Déçus par la deuxième année de gouvernance macronienne, voire profondément troublés par les « petites phrases » et les attitudes déplacées du chef de l'État (notamment dans le contexte de « l'affaire Benalla » et de la crise des «gilets jaunes»), **une partie des électeurs qui avaient soutenu la majorité présidentielle (en juin 2017) a fait le choix de s'en éloigner en mai 2019, en s'abstenant (ou en déposant un bulletin blanc) et ce, malgré la forte implication directe du chef de l'État dans la campagne électorale.**

D'autre part, plus particulièrement **dans la France du nord-est et du sud-est**, le regain de participation n'a pas profité à la liste LRM-MDM ; au contraire, **la liste RN a bénéficié d'une forme de « vote utile anti-Macron » dans tous les départements et toutes les villes.** Le RN arrive ainsi en tête dans plusieurs d'entre elles comme Toulon, Perpignan, Calais, Le Havre et Tourcoing ; pour ces deux dernières, les maires élus en 2014 étaient respectivement E. Philippe et G. Darmanin.

### *D'autres effets électoraux du mouvement des « gilets jaunes » et de sa répression*

**Le cas de la Nouvelle-Aquitaine et de la métropole bordelaise illustre les divers effets électoraux de la crise des « gilets jaunes » dans une région qui avait pourtant fortement contribué à renforcer la majorité présidentielle en 2017.** Le vote LRM-MDM est en recul sur l'ensemble de la région et la liste macronienne n'arrive en tête que dans quatre départements (Gironde, Landes, Pyrénées-Atlantiques et Deux-Sèvres). La liste RN l'emporte dans les huit autres et, finalement, au total sur la région. Les gains du RN par rapport à 2017 sont élevés notamment en Gironde (en dehors de Bordeaux) et dans les départements limitrophes. Or, il s'agit, là, de l'aire de recrutement d'une des « places fortes des "gilets jaunes" » [Fourquet, 2019; voir également Vermeren, 2019, p.88-98]. **Quand la mobilisation électorale a progressé (comme en Gironde, en Charente-Maritime, en Charente), c'est donc au profit d'un «vote anti-Macron».**

Par ailleurs à Bordeaux comme dans certaines autres métropoles (Lyon, Toulouse, Strasbourg, Grenoble, Caen) le regain de participation et, simultanément, le recul du vote LRM-MDM ont abouti à renforcer le vote EELV dans ces villes (voir planche n°1). **Certains des abstentionnistes ou des électeurs macronistes de 2017 ont fait le choix de ce vote pour des motivations strictement écologistes, mais d'autres peuvent avoir voulu manifester également une forme d'opposition à la gouvernance macronienne.** La façon même dont ont été réprimées les manifestations des « gilets jaunes » (voir le bilan précis des violences policières établi par David Dufresne sur le site de *Médiapart*) peut avoir conduit certains électeurs à exprimer ainsi leur attachement à la défense des droits de l'homme et du citoyen, sans pour autant faire le choix d'un vote hostile à l'Europe ; d'autant que sur ce sujet les responsables des questions des droits de l'homme au conseil de l'Europe comme à l'ONU ont porté les mêmes mises en garde que le Défenseur des droits en France quant au choix de l'Exécutif en matière de maintien de l'ordre [*Le Monde* du 27/ 2/ 2019, p.12 et du 8/ 3/ 2019, p.4; *Le Figaro* du 17/ 1/ 2019].

**En revanche cette politique répressive à l'encontre des manifestations des «gilets jaunes» a certainement contribué à attirer vers la liste LRM-MDM une part des électeurs de F. Fillon de 2017** (particulièrement en Île-de-France et dans les grandes métropoles). **Pour autant, le piètre score de la liste Bellamy n'est pas uniquement le résultat d'un transfert de voix au profit de la liste conduite par N. Loiseau.** D'autres électeurs de droite ont fait le choix soit d'un «vote utile» en faveur de la liste RN (plus particulièrement dans le midi méditerranéen), soit de s'abstenir (plutôt dans le grand ouest). **Il est donc fort discutable d'affirmer sans nuance que «Macron a réussi son "OPA" sur l'électorat de droite»** [*Le Monde* du 29/ 5/ 2019, p.5].



# Un bilan électoral moins évident qu'il n'y paraît et des perspectives politiques plus incertaines

En partant des données électorales établies en fonction des électeurs inscrits, **le bilan de ces européennes de mai 2019 ne peut se résumer à l'annonce selon laquelle «Macron et Le Pen assoient leur domination»** [Une du *Monde* du 28/ 5/ 2019]. Cette affirmation comme le fait d'évoquer l'établissement d'un «nouveau duopole» laissent supposer que les scores cumulés des deux premières listes aux européennes correspondraient à une majorité de l'électorat, alors qu'ils ne représentent qu'à peine plus d'un électeur inscrit sur cinq. D'autre part, une telle présentation fait l'impasse sur le net recul de la liste Loiseau-Macron (par rapport au score de la majorité présidentielle en juin 2017) au profit soit de la liste Jadot, soit de l'abstention. Pourtant, outre que la vie politique peut encore réserver bien des surprises d'ici à 2022, rien ne permet de savoir ce que sera le comportement futur de la moitié des citoyens qui ont refusé d'apporter une voix supplémentaire à l'une des 34 listes lors de ces européennes de mai 2019, y compris aux deux premières.

**Les contrastes observés entre les villes dans l'évolution des scores de LRM-MDM depuis 2017 montrent que les perspectives pour les prochaines municipales sont moins favorables que ne pourrait le laisser penser la faiblesse des scores de LR comme des listes de gauche à ces européennes.** Dans plusieurs métropoles (y compris à Paris), le haut niveau du vote EELV (pas forcément «Macron-compatible») pourrait empêcher une victoire de La République en marche ; dans certaines autres villes du sud-est comme du nord, le niveau trop modeste des résultats de la liste LRM-MDM, joint au net recul du vote LR, pourrait permettre au Rassemblement national de venir perturber les ambitions macroniennes.

**Quant aux régionales de 2021**, il serait bien hasardeux de vouloir réaliser une quelconque projection à partir des résultats de ces européennes par grande région. Même si la liste RN est arrivée en tête dans neuf régions métropolitaines et trois d'outre-mer, alors que la liste Loiseau-Macron n'y parvenait que dans cinq au total, on ne peut pas affirmer que, dans deux ans, le second tour des régionales sera systématiquement un «match RN / LRM» dans toutes les régions. Et même dans le cas d'un tel affrontement dans une ou plusieurs régions, **rien ne permet d'être certain qu'un «front républicain» se reformera comme au second tour des régionales de 2015 en PACA et en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Une forme de «vote utile anti-Macron» (comme à ces européennes dans certains départements) n'est pas inenvisageable.**

Il est discutable de se projeter vers la présidentielle de 2022 à partir des suffrages exprimés à ces européennes comme l'ont fait nombre de commentateurs. En effet, **il paraît essentiel de ne pas faire l'impasse sur l'importance de l'abstentionnisme intermittent comme il a été mis au jour pour 2017** : «22,3 millions d'inscrits (51%) ont voté par intermittence» et notamment «6 jeunes [18-19 ans] inscrits sur 10 votent de façon intermittente» [Buisson, Penant, 2017, p.1-2]. Il s'agit là d'un phénomène qui peut affecter tous les types d'électeurs et **aucune force politique n'est assurée de conserver tout son électorat d'un scrutin à l'autre.** En juin 2017, le FN en avait fortement pâti. En mai 2019, la France insoumise, Les Républicains, mais aussi La République en marche, en ont subi les effets. Comme Françoise Subileau l'avait analysé dès les années 1990 :

*«[...] les abstentionnistes intermittents marquent moins leur refus du politique en général que le refus du choix politique proposé à une élection donnée. Il s'agit moins d'exclusion, de retrait, d'apolitisme que de l'évaluation, de la part des électeurs, de la pertinence de leur participation»* [Subileau 1997, p.254]

(juin 2019)

## Repères bibliographiques

- ALIDIÈRES Bernard, (2018), « Confirmation du recul ou nouvel essor du vote Front national-Rassemblement national dans la France, demain ? », *Hérodote*, n°170 p. 77-108.
- , (2014), «Les temps du vote Front national et de ses représentations», in B. GIBLIN (dir.) *L'Extrême droite en Europe*, La Découverte poche, p. 23-48.
- BUISSON Guillemette, PENANT Sandrine, (2017), *Elections présidentielle et législatives de 2017 : neuf inscrits sur dix ont voté à au moins un tour de scrutin*, INSEE première , n° 1670, octobre.
- FOURQUET Jérôme, (2019), *Pourquoi Bordeaux est-elle l'une des places fortes des « gilets jaunes » ?*, Note de la Fondation Jean Jaurès, 28 février.
- FOURQUET Jérôme, MANTERNACH Sylvain, (2018), *Les « Gilets jaunes » : révélateur fluorescent des fractures françaises*, Note de la Fondation Jean Jaurès, 28 novembre.
- , (2017), *Calais : miroir français de la crise migratoire européenne [2]*, fondapol.org.
- GOGUEL François, (1986), «Géographie électorale de la France (1849-1986)», *L'Histoire*, n°94, novembre, p.62-74.
- GUILLOY Christophe, (2015), *La France périphérique*, Flammarion.
- SUBILEAU Françoise, (1997), « L'abstentionnisme : apolitisme ou stratégie ? » in N. MAYER (dir.), *Les Modèles explicatifs du vote*, L'Harmattan, p. 245-265.
- VERMEREN, Pierre, (2019), *La France qui décline*, Tallandier.